



APPEL DU 12 OCTOBRE AUX ÉTUDIANTS DE FRANCE

Refusons la guerre !

Pour la troisième fois en onze ans, c'est la guerre.

Pour la troisième fois en onze ans, elle prend l'aspect particulièrement odieux de bombardements massifs sur des populations sans défense. Qui peut croire aujourd'hui aux "frappes chirurgicales sur des objectifs militaires" ? Qui peut croire que les camps d'entraînement terroriste, qu'ils prétendent bombarder, se situent au cœur des villes, qu'ils bombardent ?

Odieuse, cette guerre est aussi absurde. Victimes d'un terrorisme fanatique qui a massacré des milliers d'innocents, les USA ont choisi d'y répondre par un terrorisme fanatique qui massacre des milliers d'innocents. Quelle différence entre Ben Laden (d'ailleurs créé et financé par les USA) appelant les Musulmans à tuer des Américains au nom de Dieu et Bush ordonnant aux croisés de la civilisation d'aller tuer des Afghans, au nom de Dieu également ? S'agit-il d'"éradiquer le terrorisme" ? Bien au contraire, les fanatiques trouveront de nouveaux kamikazes parmi les proches des victimes innocentes. L'obscurantisme des Talibans se trouvera conforté par la façon dont la "civilisation" se manifeste aux populations afghanes.

Pour la troisième fois en onze ans, le gouvernement français ne cherche à se distinguer que par la servilité de son alignement sur les nouveaux croisés. Si notre armée n'est pas encore engagée, ce n'est pas qu'il manque d'empressement à l'offrir, c'est que les Américains n'en veulent pas. Mais notre espace aérien est grand ouvert aux bombardeurs, et des navires français participent à leur soutien logistique dans l'Océan indien.

En tant que syndicalistes étudiants, défenseurs d'une Université qui donne accès à tous au savoir, contre tous les obscurantismes, d'une Université qui accueille largement les étudiants du Sud et favorise la solidarité avec leurs peuples, nous ne pouvons que nous opposer, pour la troisième fois en onze ans, à ce massacre, à l'impérialisme qui l'ordonne, au gouvernement et aux forces politiques qui; en France, lui apportent leur adhésion enthousiaste.

Nous appelons les étudiants de France à s'organiser sur leurs facs pour refuser cette escalade de la violence et cet alignement. Nous les appelons à se mobiliser pour participer dans toute la France aux manifestations contre la guerre qui suivront celles de ce jeudi 11. Nous les appelons à manifester par tous les moyens qu'ils désavouent le gouvernement qui prétend les représenter quand il applaudit à la guerre et envisage d'y participer.

Nous sommes prêts à participer, sur toutes les Universités où nous sommes présents, à des collectifs unitaires regroupant toutes les organisations syndicales et politiques, toutes les associations refusant la guerre

Réunion pour la formation d'un Comité Sorbonne de lutte contre la guerre
(soutenue par ATTAC Sorbonne, l'UNEF Paris IV, Sud Paris I, la JCR
Sorbonne et le PCF Sorbonne)

Jeudi 15 à 19h en Sorbonne, salle D 663

**MANIFESTATION
NATIONALE CONTRE LA
GUERRE**

Samedi 17 novembre à 14 heures Place de la Nation

Pendant la guerre, les réformes de casse continuent

Lang s'apprête à imposer le diplôme en kit

Il faut prendre la réforme Lang, dite ECTS, qu'il a annoncée au printemps et dont il vient de dire qu'elle s'appliquerait dès la rentrée prochaine, pour ce qu'elle est: au-delà de la rhétorique européiste, l'aboutissement d'une politique de casse de l'Université publique menée depuis plus de trente ans, depuis la loi Faure.

Elle accomplit ce que promettait la réforme Bayrou-Allègre: un changement radical de la nature et de la fonction de l'Université. Elle ne fait que dire ce que Bayrou ne disait pas, mais que sa réforme portait: la fin de la notion de diplôme.

L'idée générale est en effet qu'un diplôme sera désormais un empilement d'unités diverses, à la valeur quantifiée selon une échelle unique, sans aucun souci de cohérence entre elles. Tant d'heures de cours donneront tant de points, tant de points totalisés un titre quelconque.

Naguère, peut-être bientôt jadis, un diplôme sanctionnait l'acquisition d'une compétence dans un domaine donné. Une licence en Lettres ou en Histoire, par exemple, était la preuve d'un niveau dans l'une ou l'autre de ses disciplines, autorisant certaines prétentions, à commencer par celle de l'enseigner. Ce niveau était prouvé par le succès à des examens. On distinguait deux fonctions de l'Université: préparer à ces examens, et les faire passer. Cette distinction impliquait en particulier qu'un étudiant qui, pour des raisons légitimes ou pas, n'avait jamais mis les pieds en cours pouvait se présenter à l'examen en fin d'année et s'il avait par d'autres moyens acquis le niveau demandé, être reçu.

De cela, il n'est plus question. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une rupture, mais d'un aboutissement. On a déjà depuis longtemps imposé la stupide notion de "bac + X", qui comptait les années d'études, et non ce qu'on y apprenait. On a plus récemment défini des diplômes non par un contenu en termes de savoirs et de capacité à les exprimer, mais par un nombre d'heures de cours. Avec les diplômes mécano de Lang, cette définition abolit toutes les autres.

Cela ne pourra que satisfaire certains, qui glosent sur "la réussite pour tous", la "lutte contre l'échec" et autres de la même farine depuis quelques années, et jugent la valeur de ce qu'ils appellent une formation au pourcentage de réussite de ceux qui s'y inscrivent. Un système où il suffit d'assister à un nombre donné d'heures de cours, de quelque nature qu'elles soient, pour être diplômé les comblera d'aise.

Mais quelle sera la valeur des diplômes ainsi décernés ? Ils ne prouveront plus rien. C'est le triomphe de l'Université garderie, qui, soit dit en passant, exclut tous ceux qui n'ont pas les moyens, ou d'ailleurs l'envie d'être étudiants à plein temps. L'étudiant sera condamné à l'emploi précaire, durant ses études avec les stages, après ses études également. L'"harmonisation européenne" qu'on veut nous imposer est le masque d'une gigantesque opération de faux-monnayage, détruisant le double rôle de l'Université, élaboration et transmission des savoirs d'une part, délivrance de diplômes à valeur nationale et permanente d'autre part.

Il faut ici souligner l'escroquerie majeure. Nous avons été élevés en France dans cette notion de valeur nationale des diplômes, qui permet par exemple à un titulaire d'un DEUG à Perpignan de poursuivre ses études en licence à Paris IV sans obstacle. Beaucoup d'entre nous, quand on leur dit "harmonisation européenne", pensent naturellement qu'il s'agit de permettre de passer de Paris IV ou Perpignan à Oxford ou Heidelberg comme on passe de Perpignan à Paris IV. Pas du tout ! L'Allemagne comme l'Angleterre ignorent notre notion de valeur nationale. Avec l'Abitur d'un Land, on ne peut pas forcément s'inscrire dans une Université prestigieuse d'un autre. L'harmonisation européenne conduira simplement à ce qu'on ne puisse plus passer de Perpignan à Paris IV.

Toutes les Universités d'Europe délivreront selon le système des ECTS des diplômes portant le même nom, mais qui ne donneront aucun droit, puisque leurs contenus seront variés à l'infini.

On a récemment entendu dans un conseil à Paris IV « On n'y peut rien, c'est l'Europe ».

Pourtant, par le passé (projet Devaquet en 86, réforme Jospin (déjà !) en 92, rapport Attali en 98) il a été prouvé que la mobilisation des étudiants et des enseignants pouvait faire reculer la politique de casse. Depuis, on semble en avoir perdu la recette. Il est vrai que les organisations gouvernementales comme l'UNEFexID ou les corpos locales aux ordres sont là pour prêcher la résignation. Mais si tous ceux qui rejettent ce projet, au lieu de gémir chacun dans son coin, s'unissent pour agir, le pouvoir sera contraint à reculer. Tel est l'enjeu.

La démolition du CAPES d'Histoire est programmée pour 2003 !

Nous avons appris au dernier conseil d'UFR d'Histoire de l'année dernière ce qu'était exactement la réforme du CAPES d'Histoire-Géo. Conclusion: chassez Allègre par la porte, Lang arrive par la fenêtre !

Lang avait présenté en février sa réforme du CAPES. Elle contenait un certain nombre de remises en cause préoccupantes, mais remettait à plus tard la question essentielle, celle des programmes.

Nous y sommes, pour l'Histoire en tout cas. A l'écrit, les épreuves ne changent pas. En revanche, le programme est réduit: il n'y aura plus que deux périodes à étudier, en alternance. C'est quand même ennuyeux: on donne l'impression de ne plus recruter que des demi historiens. Les profs se déclarent soulagés, car ces deux questions correspondront à deux de celles du programme de l'Agrégation. Cependant, on précise que la formulation pourra en être adaptée, ce qui ouvre la porte à bien des choses.

Mais à l'oral, c'est sans commune mesure. L'épreuve actuelle est une leçon sur le programme, le candidat ayant une bibliothèque à sa disposition. On la remplace par une épreuve portant sur les programmes du secondaire. A priori, ça peut ressembler à la leçon de hors-programme de l'Agreg, et ça se défend.

Mais la suite est redoutable. En effet, ce programme sera précisé ultérieurement sous la forme d'une liste de thèmes. Les candidats n'auraient aux dernières nouvelles que des manuels du secondaire à leur disposition, et on leur demanderait de faire ce qu'ils feraient devant une classe, devant un jury prié de retomber en enfance pour pouvoir apprécier leur prestation. Le caractère totalement artificiel d'une telle épreuve saute aux yeux. Il est évident qu'on n'est pas devant un jury de concours dans les mêmes conditions que devant une classe, et qu'il ne peut donc s'agir pour le candidat que d'une humiliante comédie. Il pourra démontrer par une telle épreuve sa servilité, mais certes pas sa compétence scientifique. Une précision: le candidat qui tirera un sujet d'ancienne ou de médiévale, périodes au programme en 6e et 5e, devra apparemment faire une leçon de ce niveau là.

On retrouve la conception qui animait les projets d'Allègre: il est inutile, voire nocif, de recruter des enseignants qui en sachent plus que leurs futurs élèves.

Il y aura désormais à l'oral trois épreuves pseudo-pédagogiques, et plus aucune épreuve scientifique.

Face à cette démolition totale, la réaction des professeurs présents à ce conseil est particulièrement désespérante. En gros: "l'essentiel est préservé, puisque les cours pour l'écrit pourront continuer comme avant; cherchons à mettre en place une préparation spécifique pour l'oral". Un esprit cruel dirait qu'ils sont prêts à voir sans réagir scier la branche sur laquelle ils sont assis pourvu qu'on ne les force pas à se lever avant qu'elle casse.

Cette réforme devrait s'appliquer pour le CAPES 2003. Ça laisse du temps pour une réaction. Nous appelons tous les historiens, étudiants et enseignants, à se mobiliser avec nous pour exiger

- 1) Le maintien des quatre périodes à l'écrit
- 2) Une véritable leçon hors-programme à l'oral, sans liste de thèmes mais avec bibliothèque
- 3) La suppression de l'épreuve prétendument professionnelle qui a montré sa nocivité

Si vous êtes d'accord avec notre analyse, contactez-nous.

Ce texte de l'UNEF Paris IV a déjà été repris sur le site Web du collectif Sauvons l'Ecole, le regroupement d'enseignants du secondaire qui a animé la lutte pour la démission d'Allègre et continue à se battre pour que ses réformes le suivent

(<http://www.geocities.com/Athens/Thebes/8739/>)

Appel à la résistance syndicale

A Paris IV comme ailleurs, l'UNEF doit vivre

Trait d'Union revient, après un an d'absence.

Certains vous auront peut-être dit que nous n'existions plus, d'autres que nous étions réunifiés avec l'UNEF-ID, d'autres encore que nous nous étions changés en nous ne savons quoi. Tout cela est faux.

Ce qui est vrai, c'est que l'UNEF-ID, en s'appuyant sur la trahison d'une partie de la direction de l'UNEF, s'est auto-proclamée UNEF réunifiée, alors que l'écrasante majorité des associations locales de l'UNEF, dont la nôtre, avaient refusé cette prétendue unité, qui n'a rien de syndical.

Ce qui est vrai, c'est que la direction de l'UNEF Paris IV, élue après les élections décevantes de décembre 2000 pour rajeunir et renforcer notre syndicat n'a eu aucune activité pendant quatre mois puis, ayant ainsi écoeuré la plupart des militants, a décrété qu'elle transformait notre syndicat en une association locale appelée AGEPS (du nom d'une corpo de droite qui a sévi à Paris IV il y a dix ans !) pour faire ce que nous avons toujours reproché à l'UNEF-ID: n'être présents sur la fac qu'en juillet pour percevoir des cotisations contre des promesses mensongères, et le jour des élections pour faire des voix de la même façon, avoir des élus qui ne siègent dans les conseils que pour se mettre personnellement en valeur, non pour défendre les étudiants, ne pas lutter contre les réformes qui cassent l'Université publique. Cette corpo occupe aujourd'hui les locaux qui avaient été attribués à l'UNEF parce que vous aviez voté pour elle. Il paraît même qu'elle a sorti un faux *Trait d'Union*.

Mais nous sommes quelques uns à ne pas nous résigner à cette situation. Nous n'avons plus de locaux sur la fac (le Président de l'Université s'est engagé à nous en attribuer un dès que possible). Nous n'avons que peu d'élus (une petite minorité est à la corpo AGEPS, la majorité, écoeurée, a tout arrêté), mais nous avons pu quand même aider pour les inscriptions ceux qui se sont adressés à nous.. Nous refusons de baisser les bras. Si vous pensez comme nous que les étudiants de Paris IV ont besoin d'un vrai syndicat vraiment étudiant, prenez contact avec nous. Etudiants à Paris IV, nous avons tous besoin que l'UNEF Paris IV vive. Elle vivra si nous sommes nombreux à agir pour qu'elle vive.

Le Rectorat contre les étudiants de la Sorbonne, encore

Avec la guerre, retour des embouteillages à l'entrée. Si on considère qu'il y a un risque d'attentat, il est normal de fouiller les sacs, mais pourquoi donc contrôler les cartes ? Nous voyons mal comment une carte d'étudiant peut être une preuve nécessaire et suffisante que son possesseur n'a pas d'intention terroriste. Conclusion: le Recteur saisit le moindre prétexte pour céder à sa manie favorite et imposer ainsi un travail supplémentaire aux vigiles, et compliquer la vie des étudiants.

Mardi 6, des militants du PCF qui distribuaient un tract contre la guerre dans l'enCe n'est pas le seul abus de pouvoir constaté du 17 par Monsieur Oudry, responsable de la sécurité du Rectorat (dont l'UNEF a souvent été victime). Motif invoqué: il a toujours été interdit de distribuer des tracts politiques à l'intérieur de la Sorbonne. Ceux qui sont là depuis plusieurs années peuvent apprécier l'ampleur de ce mensonge.

L'UNEF Paris IV a protesté auprès du Recteur, au nom de la liberté de tout étudiant de s'exprimer sur sa fac, du moment qu'il ne crée aucun trouble. Nous attendons sa réponse.

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille en 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 •
- Membre fondateur de l'UIE • Charte de Grenoble, 1946, naissance du syndicalisme étudiant •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

*Coordination nationale au local UNEF à Évry -
Université d'Évry, bd F. Mitterrand 91000 Évry*

Tél: 01 69 47 59 63 - <http://unef.org> - national@unef.org

UNEF Paris IV: c/o E. Lyasse, 36 rue P. Nicole 75005 Paris <http://paris4.unef.org> (paris4@unef.org)